

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre chargée des Personnes handicapées  
K. LALIEUX

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

Le Ministre de la Justice,  
V. VAN QUICKENBORNE

—  
Note

(1) Chambre des représentants  
(www.lachambre.be)  
Documents : 55/3040  
Compte rendu intégral : 25 mai 2023

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2023/203526]

**22 JUIN 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, en ce qui concerne les cohabitants de fait**

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet de compléter l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, afin de répartir les pensions et indemnités visées à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017 précitée entre les cohabitants de fait lorsqu'au décès de la victime coexistent exclusivement des ayants droit ayant cette qualité.

En application de l'article 2, 5°, a), de la loi du 18 juillet 2017 précitée, les cohabitants de fait d'une victime d'un acte de terrorisme peuvent bénéficier, sous certaines conditions, des pensions et indemnités visées à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017 précitée.

La notion de " cohabitant de fait " telle que définie dans la loi précitée inclut toute personne qui, avant le fait dommageable, cohabite de manière permanente et affective avec la victime, chez laquelle elle a sa résidence principale. La victime peut donc, au moment de son décès, cohabiter simultanément avec plusieurs personnes.

Or, le texte actuel de l'arrêté royal du 27 avril 2018 précité ne contient pas de disposition relative à la répartition d'une pension de dédommagement lorsqu'au décès de la victime coexistent concurremment plusieurs cohabitants de fait.

Par conséquent, le présent arrêté vient préciser comment il y a lieu de répartir les pensions et indemnités visées dans la loi du 18 juillet 2017 lorsqu'il existe au moment du décès de la victime plusieurs cohabitants de fait.

Article 1<sup>er</sup>

L'article 1<sup>er</sup> insère un article 2/1 dans l'arrêté royal du 27 avril 2018 précité afin de prévoir la répartition des pensions et des indemnités auxquelles peuvent prétendre les ayants droit cohabitant de fait en application l'article 5, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017 précitée.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 mei 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister belast met Personen met een handicap,  
K. LALIEUX

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Justitie,  
V. VAN QUICKENBORNE

—  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers  
(www.dekamer.be)  
Stukken: 55/3040K  
Integraal Verslag: 25 mei 2023

FEDERALE OVERHEIDS DIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2023/203526]

**22 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, wat betreft de feitelijk samenwonenden**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij de eer hebben aan Uwe Majestie ter ondertekening voor te leggen, strekt ertoe om het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme te vervolledigen teneinde de in artikel 5, tweede lid, van de voornoemde wet van 18 juli 2017 bedoelde pensioenen en vergoedingen te verdelen tussen de feitelijk samenwonenden wanneer er bij het overlijden van het slachtoffer uitsluitend meerdere rechthebbenden met deze hoedanigheid zijn.

Met toepassing van in artikel 2, 5°, a), van de voornoemde wet van 18 juli 2017 kunnen de feitelijk samenwonenden van een slachtoffer van een daad van terrorisme onder bepaalde voorwaarden genieten van de in artikel 5, tweede lid, van de voornoemde wet van 18 juli 2017 bedoelde pensioenen en vergoedingen te verdelen tussen de feitelijk samenwonenden wanneer er bij het overlijden van het slachtoffer uitsluitend meerdere rechthebbenden met deze hoedanigheid zijn.

Het begrip "feitelijk samenwonende" zoals gedefinieerd in voornoemde wet behelst elke persoon die voorafgaand aan het schadelijke feit op permanente en affectieve wijze samenwoont met het slachtoffer, bij wie zij of hij zijn hoofdverblijfplaats heeft. Het slachtoffer kan dus, op het ogenblik van zijn overlijden, gelijktijdig samenwonen met verschillende personen.

Evenwel bevat de huidige tekst van het voornoemde koninklijk besluit van 27 april 2018 geen bepaling met betrekking tot de verdeling van een herstelpensioen wanneer er bij het overlijden van het slachtoffer meerdere feitelijk samenwonenden zijn.

Om deze reden verduidelijkt dit besluit hoe de in de wet van 18 juli 2017 bedoelde pensioenen en de vergoedingen verdeeld moeten worden wanneer er op het ogenblik van het overlijden van het slachtoffer meerdere feitelijk samenwonenden zijn.

Artikel 1

Artikel 1 voegt in het voornoemde koninklijk besluit van 27 april 2018 een artikel 2/1 in teneinde de verdeling te voorzien van de pensioenen en vergoedingen waarop de feitelijk samenwonende rechthebbenden aanspraak kunnen maken met toepassing van artikel 5, tweede lid, van de voornoemde wet van 18 juli 2017.

Cette disposition permet d'établir un ordre de priorité entre ces ayants droit, selon lequel la présence d'un ou plusieurs ayants droit - cohabitants de fait - dans un rang déterminé exclut l'octroi de la pension à d'autres ayants droit - cohabitants de fait - d'un rang inférieur. Par conséquent, les pensions et indemnités ne peuvent pas être octroyées simultanément aux ayants droit de rangs différents (p.ex. aux parents de la victime décédée et aux frères et/ou sœurs de celle-ci).

Le point *a*) de cet article prévoit que les pensions et indemnités sont réparties, par priorité, à part égales, entre les parents de la victime décédée chez lesquels celle-ci avait sa résidence principale au moment du décès.

Le point *b*) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté prévoit qu'en l'absence de parents qui résidaient avec la victime décédée, les pensions et indemnités sont réparties, à part égales, entre tous les frères et sœurs de la victime décédée.

Il ne s'agit que des frères et sœurs qui résidaient avec la victime.

Lorsque la victime décédée n'avait pas de frères ou de sœurs qui résidaient avec elle, le point *c*) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté prévoit que la pension de dédommagement est octroyée aux grands-parents qui vivaient avec la victime au moment de l'acte de terrorisme, et réparties entre ceux-ci à part égales.

Le point *d*) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté prévoit qu'à défaut de grands-parents, la pension est répartie entre les autres cohabitants de fait, à part égales. C'est par exemple le cas lorsque la victime résidait avec son partenaire et un membre de sa famille autre qu'un parent, un frère, une sœur ou un grand-parent (p.ex. un oncle ou une tante).

Enfin, l'article 1<sup>er</sup>, in fine, du présent arrêté précise que l'octroi de la pension aux ayants droit de rang antérieur fait obstacle à ce qu'ultérieurement la pension soit accordée à d'autres ayants droit du rang suivant. Par conséquent, les pensions et indemnités qui sont par exemple octroyées aux parents de la victime décédée ne pourront pas être allouées, après le décès de ceux-ci, aux frères et sœurs avec qui la victime résidait également.

## Article 2

L'article 2 du présent arrêté fixe rétroactivement l'entrée en vigueur de ce dernier au 22 mars 2016, date à laquelle l'arrêté royal du 27 avril 2018 précité a produit ses effets.

Comme le suggère le Conseil d'Etat dans son avis n° 73.511/1 du 24 mai 2023, les éléments justifiant, au regard du principe d'égalité, l'ordre de priorité fixé avec effet rétroactif par l'article 1<sup>er</sup> du projet, sont intégrés dans le rapport au Roi.

Selon la Cellule des Victimes Civiles de la guerre et des Victimes d'actes de terrorisme du Service fédéral des Pensions, les dossiers dont le traitement a été suspendu et qui pourront être réglés à la suite du nouvel arrêté concernent quasi exclusivement les cas dans lesquels les cohabitants de fait sont les parents et/ou frères et sœurs de la victime décédée. Le choix de l'ordre d'attribution de la pension à un ayant droit à l'exclusion d'un autre ayant droit a donc été déterminé par rapport aux cas précisés et rencontrés dans la pratique.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
  
La Ministre des Pensions,  
K. LALIEUX  
  
De Minister van Defensie,  
L. DEDONDER

Op grond van deze bepaling wordt tussen deze rechthebbenden een rangorde ingesteld, waarbij het voorkomen van één of meer rechthebbenden - feitelijk samenwonenden - in een bepaalde rang de toekenning van het pensioen aan andere rechthebbenden - feitelijk samenwonenden - in een lagere rang uitsluit. Bijgevolg kunnen de pensioenen en vergoedingen niet gelijktijdig worden toegekend aan rechthebbenden van een verschillende rang (bv. aan de ouders van het overleden slachtoffer en aan zijn broers en/of zussen).

Punt *a*) van dit artikel voorziet dat de pensioenen en vergoedingen bij voorrang in gelijke delen worden verdeeld onder de ouders van het overleden slachtoffer bij wie deze zijn hoofdverblijfplaats had op het ogenblik van het overlijden.

Punt *b*) van artikel 1 van dit besluit voorziet dat, wanneer de ouders van het overleden slachtoffer niet met hem samenwoonden, de pensioenen en vergoedingen in gelijke delen worden verdeeld onder de broers en zussen van het overleden slachtoffer.

Het gaat enkel om de broers en zussen die samenwoonden met het slachtoffer.

Wanneer het overleden slachtoffer geen broers of zussen had die met hem samenwoonden, voorziet punt *c*) van artikel 1 van dit besluit dat het herstelpensioen wordt toegekend aan de grootouders die met het slachtoffer samenwoonden op het ogenblik van de daad van terrorisme en in gelijke delen onder hen wordt verdeeld.

Punt *d*) van artikel 1 van dit besluit bepaalt dat, wanneer er geen grootouders zijn, het pensioen in gelijke delen wordt verdeeld onder de andere feitelijk samenwonenden. Dit is bijvoorbeeld het geval indien het overleden slachtoffer samenwoonde met zijn partner en een familielid ander dan een ouder, broer, zus of grootouder (bv. nonkel of tante).

Tenslotte verduidelijkt artikel 1, in fine, van dit besluit dat de toekenning van het pensioen aan de rechthebbenden van een voorstaande rang belet dat het pensioen nadien wordt toegekend aan andere rechthebbenden van de volgende rang. Bijgevolg kunnen de pensioenen en vergoedingen die bijvoorbeeld aan de ouders van het overleden slachtoffer worden toegekend, na hun overlijden, niet worden toegekend aan de broers of zussen met wie het slachtoffer eveneens samenwoonde.

## Artikel 2

Artikel 2 stelt de inwerkingtreding van dit besluit met terugwerkende kracht vast op 22 maart 2016, datum waarop het voornoemde koninklijk besluit van 27 april 2018 in werking is getreden.

Zoals de Raad van State in zijn advies nr. 73.511/1 van 24 mei 2023 heeft gesuggereerd, worden de elementen die de terugwerkende kracht van de rangorde bepaald in artikel 1 van het ontwerp kunnen verantwoorden in het licht van het gelijkheidsbeginsel, opgenomen in het verslag aan de Koning.

Volgens de Cel Burgerlijke Oorlogsslachtoffers en slachtoffers van daden van terrorisme van de Federale Pensioendienst hebben de gevallen waarvan de behandeling is opgeschort en die na het nieuwe besluit kunnen worden afgehandeld, bijna uitsluitend betrekking op gevallen waarin de feitelijke samenwonenden de ouders en/of broers en zussen van het overleden slachtoffer zijn. De keuze van de volgorde waarin het pensioen wordt toegekend aan een rechthebbende met uitsluiting van een andere rechthebbende, is dus bepaald op basis van de hierboven vermelde gevallen die zich in de praktijk hebben voorgedaan.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majestiteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,  
  
De Minister van Pensioenen,  
K. LALIEUX  
  
La Ministre de la Défense,  
L. DEDONDER

**CONSEIL D'ÉTAT**  
**section de législation**  
**avis 73.511/1 du 24 mai 2023**

sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, en ce qui concerne les cohabitants de fait'

Le 25 avril 2023, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Pensions à communiquer un avis dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, en ce qui concerne les cohabitants de fait'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 16 mai 2023. La chambre était composée de Marnix VAN DAMME, président de chambre, Wouter PAS et Inge VOS, conseillers d'État, et Wim GEURTS, greffier.

Le rapport a été présenté par Lennart NIJS, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Inge VOS, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 mai 2023.

\*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

#### PORTEE ET FONDEMENT JURIDIQUE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet d'établir un ordre de priorité pour la répartition des pensions et des indemnités en cas de décès dû à des actes de terrorisme, entre plusieurs cohabitants de fait avec lesquels la victime cohabitait simultanément. À cet effet, un article 2/1 est inséré dans l'arrêté royal du 27 avril 2018 'fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme' (article 1<sup>er</sup> du projet).

Le régime en projet rétroagit au 22 mars 2016 (article 2) [1].

3. Le projet trouve son fondement juridique dans l'article 5, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017 'relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme'. Cet article habilité le Roi à déterminer la manière dont les pensions et indemnités sont réparties entre les ayants droit s'il y a plusieurs ayants droit.

#### EXAMEN DU TEXTE

##### Article 2

4.1. Aux termes de l'article 2 du projet, l'arrêté envisagé produit ses effets le 22 mars 2016.

À cet égard, il faut observer que l'attribution d'un effet rétroactif à des arrêtés n'est admissible que lorsqu'il existe un fondement légal à cet effet, lorsque la rétroactivité se rapporte à une règle qui accorde des avantages, dans le respect du principe d'égalité, ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer la continuité ou le bon fonctionnement de l'administration et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises.

La rétroactivité des dispositions en projet n'est admissible que si elle peut s'inscrire dans l'une des hypothèses énumérées.

**RAAD VAN STATE**  
**afdeling Wetgeving**  
**advies 73.511/1 van 24 mei 2023**

over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, wat betreft de feitelijk samenwonenden'

Op 25 april 2023 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Pensioenen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, wat betreft de feitelijk samenwonenden'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 16 mei 2023. De kamer was samengesteld uit Marnix VAN DAMME, kamervoorzitter, Wouter PAS en Inge VOS, staatsraden, en Wim GEURTS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Lennart NIJS, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Inge VOS, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 mei 2023.

\*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

#### STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

2. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe een rangorde uit te werken voor de verdeling van de pensioenen en vergoedingen bij overlijden ingevolge daden van terrorisme over meerdere feitelijk samenwonenden waarmee het slachtoffer gelijktijdig samenwoonde. Daartoe wordt een artikel 2/1 ingevoegd in het koninklijk besluit van 27 april 2018 'tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme' (artikel 1 van het ontwerp).

Aan de ontworpen regeling wordt terugwerkende kracht verleend tot 22 maart 2016 (artikel 2).

3. Het ontwerp vindt rechtsgrond in artikel 5, tweede lid, van de wet van 18 juli 2017 'betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme'. Dit artikel machtigt de Koning om te bepalen hoe de pensioenen en vergoedingen tussen de rechthebbenden worden verdeeld indien er meerdere rechthebbenden zijn.

#### ONDERZOEK VAN DE TEKST

##### Artikel 2

4.1. Naar luid van artikel 2 van het ontwerp heeft het te nemen besluit uitwerking met ingang van 22 maart 2016.

In dat verband moet worden opgemerkt dat het verlenen van terugwerkende kracht aan besluiten slechts toelaatbaar is ingeval voor de retroactiviteit een wettelijke grondslag bestaat, de retroactiviteit betrekking heeft op een regeling waarbij, met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel, voordelen worden toegekend of in zoverre de retroactiviteit noodzakelijk is voor de continuïteit of de goede werking van het bestuur en daardoor, in beginsel, geen verkregen situaties worden aangetast.

Enkel indien de retroactiviteit van de ontworpen regeling in één van de opgesomde gevallen valt in te passen, kan deze worden gebillijkt.

4.2. Interrogé à ce sujet, le délégué a justifié la rétroactivité comme suit :

" Il n'est actuellement pas possible d'octroyer une pension lorsqu'il y a plusieurs cohabitants de fait (par exemple à un frère/seur/parents de la victime) uniquement sur la base de la loi précitée du 18 juillet 2017 alors que c'était l'intention du législateur dès l'origine. Le nouvel arrêté proposé le permet désormais. Vu que la loi précitée du 18 juillet 2017 autorise l'octroi d'une telle pension aux bénéficiaires y visés depuis le 22 mars 2016, il est donc logique, sur la base du principe d'égalité, de prévoir la rétroactivité de l'arrêté royal au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

D'ailleurs, l'arrêté royal précité du 27 avril 2018 est lui-même entré en vigueur en date du 22 mars 2016.

Vu que le traitement des dossiers a été mis en suspens lorsqu'il y a plusieurs cohabitants de fait en concours (...), il est clair que le nouvel arrêté proposé ne portera aucunement atteinte aux situations acquises sous la législation actuelle. Au contraire, la rétroactivité de cet arrêté est même essentielle pour traiter les dossiers du passé qui sont toujours en suspens et donc également pour le bon fonctionnement de la Cellule Victimes civiles de la guerre et des Victimes d'actes de terrorisme du SFP."

4.3. Dans la mesure où le projet vise à pourvoir à l'exécution de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017, qui produit lui-même ses effets le 22 mars 2016, on peut admettre que la rétroactivité conférée à l'arrêté envisagé repose sur une base légale.

En outre, compte tenu de l'explication fournie par le délégué, il peut être admis que le régime en projet accorde rétroactivement un avantage et n'est pas de nature à porter atteinte à des droits acquis, du fait que l'examen des dossiers concernés a été suspendu. Il est néanmoins conseillé de compléter le rapport au Roi en justifiant, au regard du principe d'égalité, l'ordre de priorité fixé avec effet rétroactif par l'article 1<sup>er</sup> du projet.

LE GREFFIER  
Wim GEURTS

LE PRÉSIDENT  
Marnix VAN DAMME

**22 JUIN 2023. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, en ce qui concerne les cohabitants de fait.**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, article 5, alinéa 2;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme;

Vu le protocole n° 236/3 du 30 mars 2023 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 décembre 2022;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 19 janvier 2023;

Vu l'avis n° 73.511/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 mai 2023 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre des Pensions et de la Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Art. 1<sup>er</sup>. Dans l'arrêté royal du 27 avril 2018 fixant la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit dans le cadre de la loi du 18 juillet 2017 relative à la création du statut de solidarité nationale, à l'octroi d'une pension de dédommagement et au remboursement des soins médicaux à la suite d'actes de terrorisme, il est inséré un article 2/1 libellé comme suit :

4.2. Hierover ondervraagd, gaf de gemachtigde de volgende verantwoording voor de terugwerkende kracht:

" Il n'est actuellement pas possible d'octroyer une pension lorsqu'il y a plusieurs cohabitants de fait (par exemple à un frère/seur/parents de la victime) uniquement sur la base de la loi précitée du 18 juillet 2017 alors que c'était l'intention du législateur dès l'origine. Le nouvel arrêté proposé le permet désormais. Vu que la loi précitée du 18 juillet 2017 autorise l'octroi d'une telle pension aux bénéficiaires y visés depuis le 22 mars 2016, il est donc logique, sur la base du principe d'égalité, de prévoir la rétroactivité de l'arrêté royal au moment de l'entrée en vigueur de la loi.

D'ailleurs, l'arrêté royal précité du 27 avril 2018 est lui-même entré en vigueur en date du 22 mars 2016.

Vu que le traitement des dossiers a été mis en suspens lorsqu'il y a plusieurs cohabitants de fait en concours (...), il est clair que le nouvel arrêté proposé ne portera aucunement atteinte aux situations acquises sous la législation actuelle. Au contraire, la rétroactivité de cet arrêté est même essentielle pour traiter les dossiers du passé qui sont toujours en suspens et donc également pour le bon fonctionnement de la Cellule Victimes civiles de la guerre et des Victimes d'actes de terrorisme du SFP."

4.3. In zoverre het ontwerp ertoe strekt uitvoering te geven aan artikel 5, tweede lid, van de wet van 18 juli 2017, dat zelf uitwerking heeft met ingang van 22 maart 2016, kan worden aangenomen dat er een wettelijke grondslag bestaat voor de terugwerkende kracht die aan het te nemen besluit wordt gegeven.

Bovendien kan in het licht van de uiteenzetting van de gemachtigde worden aangenomen dat de ontworpen regeling retroactief een voordeel toekent en niet van aard is om aan verworven rechten te tornen doordat de behandeling van de betrokken dossiers geschorst was. Niettemin verdient het aanbeveling om het verslag aan de Koning te vervolledigen met een verantwoording van de in artikel 1 van het ontwerp met terugwerkende kracht bepaalde rangorde in het licht van het gelijkheidsbeginsel.

DE GRIFFIER  
Wim GEURTS

DE VOORZITTER  
Marnix VAN DAMME

**22 JUNI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, wat betreft de feitelijk samenwonenden.**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme, artikel 5, tweede lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme;

Gelet op het protocol nr. 236/3 van 30 maart 2023 van het Gemeenschappelijk comité voor alle overhedsdiensten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 13 december 2022;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 19 januari 2023;

Gelet op het advies nr. 73.511/1 van de Raad van State, gegeven op 24 mei 2023 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Pensioenen en van de Minister van Defensie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 27 april 2018 tot bepaling van de verdeling tussen rechthebbenden van de pensioenen en vergoedingen in het kader van de wet van 18 juli 2017 betreffende de oprichting van het statuut van nationale solidariteit, de toekenning van een herstelpensioen en de terugbetaling van medische zorg ingevolge daden van terrorisme wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

" Lorsqu'au décès de la victime coexistent exclusivement plusieurs cohabitants de fait visés à l'article 2, 5<sup>e</sup>, a), de la loi du 18 juillet 2017, les pensions et indemnités visées à l'article 5, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017 sont réparties comme suit :

a) les pensions et indemnités sont réparties à parts égales entre les parents de la victime décédée;

b) à défaut d'ayants droit visés au point a), les pensions et indemnités sont réparties à parts égales entre les frères et sœurs de la victime décédée;

c) à défaut d'ayants droit visés aux points a) ou b), les pensions et indemnités sont réparties à parts égales entre les grands-parents de la victime décédée;

d) à défaut des ayants droit visés sous les points a), b) ou c), les pensions et indemnités sont réparties à parts égales entre les autres cohabitants de fait.

Tout changement de la situation ayant pour effet de réduire le nombre d'ayants droit visés respectivement aux point a), b), c) ou d) de l'alinéa précédent entraîne une révision d'office de la répartition des pensions et indemnités entre les ayants droit de ce même rang. Cette révision produit ses effets au premier jour du mois qui suit le changement de situation.

L'octroi de la pension aux ayants droit de rang antérieur fait obstacle à ce qu'ultérieurement la pension soit accordée à d'autres ayants droit.

Les alinéas précédents s'appliquent également s'il y a plusieurs cohabitants de fait survivants dans le cas visé à l'article 2, alinéa 2. ".

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 22 mars 2016.

Art. 3. La ministre qui a les pensions dans ses attributions et la ministre qui a les victimes de guerre dans ses attributions sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 juin 2023.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Pensions,

K. LALIEUX

La Ministre de la Défense,

L. DEDONDER

Note

[1] Ce faisant, on cherche à s'aligner sur l'entrée en vigueur à la même date de l'article 5, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 2017.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[C – 2023/42942]

**12 JUILLET 2023. — Arrêté Royal modifiant, en ce qui concerne certaines prestations dentaires, les articles 5 et 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités**

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 35, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5 et § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, modifié par la loi du 20 décembre 1995, par l'arrêté royal du 25 avril 1997 confirmé par la loi du 12 décembre 1997;

Vu l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités ;

Vu la proposition du Conseil technique dentaire formulées au cours de sa réunion du 16 février 2023;

Vu l'avis du Service d'évaluation et de contrôle médicaux de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité donné le 16 février 2023;

Vu la décision de la Commission nationale dento-mutualiste en date du 16 février 2023;

"Wanneer er bij overlijden van het slachtoffer uitsluitend meerdere feitelijk samenwonenden bedoeld bij artikel 2, 5<sup>e</sup>, a), van de wet van 18 juli 2017 zijn, worden de bij artikel 5, tweede lid, van genoemde wet bedoelde pensioenen en vergoedingen als volgt verdeeld:

a) de pensioenen en vergoedingen worden in gelijke delen verdeeld onder de ouders van het overleden slachtoffer;

b) wanneer er geen in a) bedoelde rechthebbenden zijn, worden de pensioenen en vergoedingen in gelijke delen verdeeld onder de broers en zussen van het overleden slachtoffer;

c) wanneer er geen in a) of b) bedoelde rechthebbenden zijn, worden de pensioenen en vergoedingen in gelijke delen verdeeld onder de grootouders van het overleden slachtoffer;

d) wanneer er geen in a), b) of c) bedoelde rechthebbenden zijn, worden de pensioenen en vergoedingen in gelijke delen verdeeld onder de overige feitelijk samenwonenden.

Elke vermindering van het aantal rechthebbenden bedoeld in respectievelijk a), b), c) of d) van het vorige lid, leidt tot een ambtshalve herziening van de verdeling van de pensioenen en vergoedingen onder de rechthebbenden van diezelfde rang. Deze herziening heeft uitwerking op de eerste dag van de maand volgend op de wijziging van de situatie.

De toekenning van het pensioen aan de rechthebbenden van een voorgaande rang belet de latere toekenning van het pensioen aan andere rechthebbenden.

De voorgaande leden zijn eveneens van toepassing indien er meerdere overlevende feitelijk samenwonenden zijn in het geval bedoeld in artikel 2, tweede lid."

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 22 maart 2016.

Art. 3. De minister bevoegd voor pensioenen en de minister bevoegd voor oorlogsslachtoffers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 22 juni 2023.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Pensioenen,

K. LALIEUX

De Minister van Defensie,

L. DEDONDER

Nota

[1] Daarmee wordt aansluiting gezocht bij de inwerkingtreding op dezelfde datum van artikel 5, tweede lid, van de wet van 18 juli 2017.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[C – 2023/42942]

**12 JULI 2023. — Koninklijk besluit tot wijziging, wat bepaalde tandheelkundige verstrekkingen betreft, van de artikelen 5 en 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen**

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 35, § 1, vijfde lid en § 2, 1e lid, 2<sup>o</sup> gewijzigd bij de wet van 20 december 1995, bij het koninklijk besluit van 25 april 1997 bekragtigd bij de wet van 12 december 1997;

Gelet op de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen;

Gelet op het voorstel van de Technische tandheelkundige raad, gedaan tijdens zijn vergadering van 16 februari 2023;

Gelet op het advies van de Dienst voor geneeskundige evaluatie en controle van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering gegeven op 16 februari 2023;

Gelet op de beslissing van de Nationale commissie tandheelkundigen-ziekenfondsen van 16 februari 2023;